

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3091

24 octobre 2014

SOMMAIRE

Aca Invest S.A.	148364	Hary Putz Promotions	148328
Aktiva-Fit S.A.	148360	Henraux Europe S.A.	148330
AQR Lux Funds	148341	H & M Promotion, S. à r.l.	148330
Corestate SAND Holdco S.à r.l.	148367	Hotel Am Park S.A.	148327
Dibelux S.à r.l.	148368	H.P. Participations	148328
D-R Luxembourg Holding 1	148367	Hypomath S.A.	148327
Ebecol S.A.	148325	IFM Luxembourg No. 2 S.à r.l.	148327
ECF Cardiff Office S.à r.l.	148323	I.F.Z. S.A.	148326
Entreprise de transports MICOLINO et Fils s.à r.l.	148325	Immo Belle Vue S.à r.l.	148330
Epicerie Duarte Sàrl	148324	Immobilière Roxy S.à r.l.	148326
EQV Holding S.A.	148323	Infront Finance Luxembourg S.à r.l.	148327
Espace Urbain S.A.	148323	Interactive Brokers Financial Products S.A.	148330
Eufitel S.à r.l.	148323	International Safety Hard Alloy Corpora- tion	148330
EUROPEAN INVESTMENT PARTNERS Spf S.A.	148328	Jabil Luxembourg Manufacturing S.à r.l.	148327
EUROPEAN INVESTMENT PARTNERS Spf S.A.	148326	JML Ingénieur Concept SA	148368
Falcon Hansa S.à r.l.	148326	Johnebapt SPF S.A.	148328
First Data International Luxembourg V S.à r.l.	148325	Kimberly-Clark Luxembourg Finance S.à r.l.	148329
Flèches S.A.	148324	Luxagency S.à r.l.	148329
G.B. Technotrust S.A.	148325	Lux Moebel TEC Sàrl	148329
Gestiro SA	148324	Lux-Sectors SICAV	148329
GHT Invest S.à r.l.	148324	Lux-Vending S.A.	148328
Gottex Global Asset Allocation Fund ...	148325	Magnolia (BC) Luxco S.C.A.	148329
GSCP VI North Holdings S.à r.l.	148322	OCM Lady Road Holdco S.à r.l.	148331
GSCP VI North Holdings S.à r.l.	148324	qip home	148367
GSCP VI Parallel North Holdings S.à r.l.	148323	Sistersorg S.à r.l.	148322
GSCP VI Parallel North Holdings S.à r.l.	148326	Snow 2012 S.A.	148322
		Société Immobilière New South S.A. ...	148322

Sistersorg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 176.480.

—
Rectificatif du dépôt L140092235

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145786/11.

(140165987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Snow 2012 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.
R.C.S. Luxembourg B 173.738.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145789/10.

(140165476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Société Immobilière New South S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.
R.C.S. Luxembourg B 80.372.

L'assemblée générale a décidé de révoquer avec effet immédiat, M. Giacometti Giancarlo, de son poste de gérant.

L'assemblée générale a décidé de nommer, pour une durée de six années à compter du 1^{er} septembre 2014, M. Thierry Giacometti, résident professionnellement 10, rue de l'Avenir - L3895 Foetz au poste d'administrateur délégué avec pouvoir de signature individuelle

L'assemblée générale a décidé de nommer, pour une durée de six années à compter du 1^{er} septembre 2014 Mme Eloïse Pierre, gérante de société, résident professionnellement 10, rue de l'Avenir - L3895 Foetz au poste d'administrateur.

L'assemblée générale a décidé de nommer, pour une durée déterminée à compter du 1^{er} septembre 2014, Mme Anne Catherine Scieur, comptable, résident professionnellement 40, rue du Village -L3311 Abweiler aux fonctions de commissaire aux comptes. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui aura lieu en 2015.

Foetz, le 02 septembre 2014.

Pour la société

Les associés

Référence de publication: 2014145790/19.

(140165347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

GSCP VI North Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 896.375,49.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 134.055.

Constituée par-devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 octobre 2007, acte publié au Mémorial C, no 3015 du 28 décembre 2007.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2013 ainsi ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2014146739/14.

(140167094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Eufitel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 120.053.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014146685/9.

(140167001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Espace Urbain S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4621 Differdange, 10, place du Marché.
R.C.S. Luxembourg B 41.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146684/10.

(140167089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

EQV Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 169.130.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014146680/9.

(140166937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

ECF Cardiff Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 141.114.

Les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2013 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un gérant

Référence de publication: 2014146673/12.

(140167182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

GSCP VI Parallel North Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 14.056,77.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 134.137.

Constituée par-devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 octobre 2007, acte publié au Mémorial C, no 68 du 10 janvier 2008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ainsi ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2014146741/14.

(140167096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

GSCP VI North Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 896.375,49.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 134.055.

Constituée par-devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 octobre 2007, acte publié au Mémorial C, no 3015 du 28 décembre 2007.

Rectificatif suite au dépôt L130176570 en date du 16 octobre 2013.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2012 ainsi ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2014146740/15.

(140167243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

GHT Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, 24, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 158.351.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014146735/10.

(140167361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Gestiro SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 170, rue J.-P. Michels.

R.C.S. Luxembourg B 137.337.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146734/10.

(140167092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Flèches S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 132.845.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014146713/9.

(140167424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Epicerie Duarte Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6130 Junglinster, 6, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 58.109.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2014146679/10.

(140167363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Ebecol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6852 Wecker, Centre Annapurna Cité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 171.613.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014146672/9.

(140166855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Entreprise de transports MICOLINO et Fils s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4917 Bascharage, rue de la Continentale.
R.C.S. Luxembourg B 12.633.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146667/10.

(140167043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

G.B. Technotrust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 1, boulevard J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 70.319.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146719/10.

(140167086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Gottex Global Asset Allocation Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 75.629.

Les comptes annuels et l'affectation du résultat au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco Fund Services (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014146727/12.

(140167449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

First Data International Luxembourg V S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: USD 34.188,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 146.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Septembre 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Un Mandataire

Référence de publication: 2014146705/13.

(140167399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

GSCP VI Parallel North Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 14.056,77.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 134.137.

Constituée par-devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 octobre 2007, acte publié au Mémorial C, no 68 du 10 janvier 2008.

Rectificatif suite au dépôt L130176598 en date du 16 octobre 2013.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2012 ainsi ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2014146742/15.

(140167244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Falcon Hansa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 135.365.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FALCON HANSA S.à r.l.

Référence de publication: 2014146701/10.

(140167304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

EUROPEAN INVESTMENT PARTNERS Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 87.872.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014146694/10.

(140167313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

I.F.Z. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8710 Boevange-sur-Attert, 50, Cité Nock.

R.C.S. Luxembourg B 169.650.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014146759/9.

(140167379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Immobilière Roxy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 7-9, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 74.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146760/10.

(140167045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Hotel Am Park S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4142 Esch-sur-Alzette, 50, Gaalgebierg.
R.C.S. Luxembourg B 129.685.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014146756/9.

(140167057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Infront Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 177.813.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146761/10.

(140167292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

IFM Luxembourg No. 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 151.630.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014146776/9.

(140167081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Hypomath S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 182.847.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Pour compte de Hypomath S.A.

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2014146757/12.

(140167028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Jabil Luxembourg Manufacturing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 105.093.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Août 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Septembre 2014.

Jabil Luxembourg Manufacturing S.à r.l.

Sekou A. Sangho

Manager

Référence de publication: 2014146796/14.

(140167257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Hary Putz Promotions, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9052 Ettelbruck, 1, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 139.789.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 22 septembre 2014.

Pour HARY PUTZ PROMOTIONS S.A R.L.

FIDUCIAIRE EVERARD-KLEIN S.A R.L.

Référence de publication: 2014146751/12.

(140167431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

H.P. Participations, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9052 Ettelbruck, 1, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 152.351.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 22 septembre 2014.

Pour HP PARTICIPATIONS S.A R.L.

FIDUCIAIRE EVERARD-KLEIN S.A R.L.

Référence de publication: 2014146744/12.

(140167434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

EUROPEAN INVESTMENT PARTNERS Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 87.872.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014146693/10.

(140167312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Johnebapt SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 32.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146804/10.

(140167421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Lux-Vending S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 7, rue des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg B 109.093.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146847/10.

(140167119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Luxagency S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 1, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 163.688.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014146848/9.
(140167055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Lux-Sectors SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 70.257.

Les bilans de LUX-SECTORS, SICAV du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, enregistrés à Esch/Al. A.C., le 18 SEP. 2014.
Relation: EAC / 2014 / 12520, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014146846/10.
(140167065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Lux Moebel TEC Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5690 Ellange-Gare, 1, route de Remich.
R.C.S. Luxembourg B 150.975.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 22/09/2014. Signature.
Référence de publication: 2014146844/10.
(140167114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Kimberly-Clark Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 122.036.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 Septembre 2014.
Kimberly-Clark Luxembourg Finance S.à.r.l.
Patrick L.C. van Denzen
Gérant B
Référence de publication: 2014146809/14.
(140166970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Magnolia (BC) Luxco S.C.A., Société en Commandite par Actions.**Capital social: EUR 25.392.533,90.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 178.678.

Les comptes annuels pour la période du 10 juin au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 septembre 2014.
Référence de publication: 2014146852/11.
(140167105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Interactive Brokers Financial Products S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 144.088.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

Interactive Brokers Financial Products S.A.

Signature

Référence de publication: 2014146764/12.

(140167294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

International Safety Hard Alloy Corporation, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 1.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146765/10.

(140166961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Henraux Europe S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 21.239.

Les Bilans au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146753/10.

(140167079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

H & M Promotion, S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9052 Ettelbruck, 1, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 152.511.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 22 septembre 2014.

Pour H&M PROMOTION S.A R.L.

FIDUCIAIRE EVERARD-KLEIN S.A R.L.

Référence de publication: 2014146743/12.

(140167433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Immo Belle Vue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 1-3, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 99.657.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014146779/10.

(140167543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

OCM Lady Road Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 189.937.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteenth, on the twenty-eighth day of August,
before Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg), momentarily absent, the latter remaining depositary of the present deed,

there appeared

OCM Luxembourg ROF VI 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce under the number B 187.459,

represented by Mr Frank Stolz-Page, residing professionally in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal given on 26 August 2014; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of “OCM Lady Road Holdco S.à r.l.”.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 28 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred pound sterling (GBP 12,500.-), divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one pence sterling (GBP 0.01) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by any Manager.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four (24) hours’ written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of commu-

nication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of a majority of the Managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 21. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 22. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 23. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 24. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 25. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 26. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 27. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the “Legal Reserve”). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 29. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company’s shares have been subscribed and the nominal value of these shares has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid-in
OCM Luxembourg ROF VI 2 S.à r.l.	GBP 12,500.-	1,250,000	GBP 12,500.-
Total:	GBP 12,500.-	1,250,000	GBP 12,500.-

The amount of twelve thousand five hundred pounds sterling (GBP 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2015.

Shareholders resolutions

First Resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at four (4) the number of Managers and further resolved to appoint the following as Managers for an unlimited duration:

Mr Szymon DEC, company manager, born on July 3, 1978 in Lodz, Poland, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Mrs Figen EREN, company manager, born on February 10, 1978 in Besançon, France, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Mr Jabir CHAKIB, company manager, born on November 5, 1967 in Casablanca, Morocco, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

Mr Manish DESAI, company manager, born on February 14, 1979 in Ndola, Zambia, residing professionally at 333 S. Grand Avenue, 28th Floor, Los Angeles, CA 90071, United States of America.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit août.

par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absent, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte,

a comparu

OCM Luxembourg ROF VI 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), avec siège social au 26A, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et en immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.459,

représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 26 août 2014, laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «OCM Lady Road Holdco S.à r.l.».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 28 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500,-), divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny sterling (GBP 0,01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation d'un des Gérants.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise vingt-quatre (24) heures au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit.

La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si une majorité des Gérants en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

Art. 17. Commissaires. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les assemblées générales des associés se tiendront au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 20. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 21. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 22. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 23. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 24. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 25. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 26. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 27. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 29. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Actionnaires	Capital souscrit	Nombre d'actions	Montant libéré
OCM Luxembourg ROF VI 2 S.à r.l.	GBP 12,500.-	1.250.000	GBP 12,500.-
Total:	GBP 12,500.-	1.250.000	GBP 12,500.-

Le montant de douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500,-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre de 2015.

Assemblée générale extraordinaire Première résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'établir le siège social au 26A, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième Résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à quatre (4) le nombre de Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes Gérants pour une période illimitée:

Monsieur Szymon DEC, administrateur de société, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, résidant professionnellement au 26A, boulevard Royal à L-2449, Grand-Duché de Luxembourg;

Madame Figen EREN, administrateur de société, née le 10 février 1978 à Besançon, France, résidant professionnellement au 26A, boulevard Royal à L-2449, Grand-Duché de Luxembourg;

Monsieur Jabir CHAKIB, administrateur de société, né le 5 novembre 1967 à Casablanca, Maroc, résidant professionnellement au 26A, boulevard Royal à L-2449, Grand-Duché de Luxembourg; et

Monsieur Manish DESAI, administrateur de société, né le 14 février 1979 à Ndola, Zambie, résidant professionnellement au 333 S. Grand Avenue, 28e étage à Los Angeles, CA 90071, Etats-Unis d'Amérique.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 1^{er} septembre 2014. REM/2014/1844. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): L. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 5 septembre 2014.

Référence de publication: 2014139800/570.

(140158156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2014.

AQR Lux Funds, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.103.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of August.

Before Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of "AQR Lux Funds" (hereinafter the "Company"), a partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé or SICAV-FIS) within the meaning of the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 179.103, incorporated pursuant to a notarial deed dated 18 July 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 17 September 2013, number 2283.

The Meeting was opened at 11.00 a.m. by Mr Jean-Baptiste Simba, bank employee, professionally residing in Luxembourg, having been appointed chairman,

who appointed as secretary Ms Louise Chiappalone, bank employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Paul Achuego, bank employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, after been signed "ne varietur" by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the Meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders after been signed by the board of the Meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

II.- A convening notice reproducing the agenda of the present meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 19th August 2014 in accordance with article 21 of the articles of incorporation of the Company.

III.- It appears from the attendance list that 1,364,627 registered shares, representing one hundred percent (100 %) of the share capital of the Company are present or represented at this extraordinary general meeting, so that the quorum requirement of fifty percent (50%) of the capital as imposed by article 67-1 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, is met and that the Meeting can therefore validly deliberate on the proposed agenda.

IV.- That the agenda of the Meeting is the following:

1. Restatement of the articles of incorporation for compliance with the UK Alternative Investment Fund Managers Regulations 2013/1773, as may be amended from time to time, including among others the following amendments:

- Inclusion of provisions specifically allowing for the appointment of an alternative investment fund manager ("AIFM")
- Inclusion of a reference to the investment policies and restrictions in a new article 4
- Allocation of certain responsibilities to an AIFM, among others in respect of:
 - * Valuation and NAV calculation
 - * Conflicts of interest
 - * Compliance with the principles of fair treatment of investors
- Clarification on reporting requirements
- Specific provisions on the role of the depositary and of prime brokers (if any).

After deliberation, the following resolution was unanimously taken by the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company, with the prior approval of the General Partner:

Sole resolution

The Meeting RESOLVES to approve the restatement of the articles of incorporation for compliance with the UK Alternative Investment Fund Managers Regulations 2013/1773, as may be amended from time to time, which shall henceforth read as follows:

“Preliminary title - Definitions

In the Articles of Incorporation, the following terms shall have the respective meaning set out below:

"Administrator"	domiciliary and corporate agent, administrative agent and registrar and transfer agent of the Company in Luxembourg
"Affiliate"	in respect of a Person, any Person directly or indirectly controlling, controlled by, or under control with, such Person
"AIFM Directive"	the Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) No 1060/2009 and (EU) No 1095/2010
"AIFM"	the alternative investment fund manager appointed in accordance with Article 13
"Article"	an article of the Articles of Incorporation
"Articles of Incorporation"	the present articles of incorporation of the Company, as amended or supplemented from time to time
"Benefit Plan Investor"	any (i) "employee benefit plan" as defined in section 3(3) of ERISA that is subject to Title I of ERISA, (ii) "plan" as defined in and subject to Section 4975 of the Code and (iii) entity whose underlying assets are deemed to include plan assets by reason of such an employee benefit plan's or plan's investment in such entity for the purpose of the Plan Asset Regulation or otherwise for purposes of Section 406 of ERISA or Section 4975 of the Code
"Board"	the board of managers of the General Partner
"Business Day"	any day on which banks are open for business in Luxembourg for the full day
"Category(ies)"	the category(ies) or sub-class(es) in which each Class may be sub-divided as further detailed in the Placement Memorandum
"Class(es)"	the class(es) of Ordinary Shares that may be available in each Fund as further detailed in the Placement Memorandum
"Cause"	the General Partner's fraud, gross negligence or willful misconduct as determined by a court and resulting in a material economic disadvantage for the Company
"Company"	AQR Lux Funds, a Luxembourg partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable capital – specialized investment fund (société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé) governed by the SIF Law; for the purpose of the Articles of Incorporation, "Company" shall also mean, where applicable, the General Partner acting on behalf of the Company and, as the case may be, in relation to a particular Fund
"Company Law"	the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as the same may be amended or replaced from time to time
"CSSF"	the Luxembourg supervisory authority for the financial sector, the Commission de

	Surveillance du Secteur Financier
"Cut-Off Time"	the deadline, as specified for each Fund in the Placement Memorandum, before which applications for subscription, redemption, or conversion of Shares of any Class and/or Category in any Fund must be received by the Administrator in order to be dealt with in respect to that Dealing Day
"Dealing Day"	in respect of a Fund, a Valuation Day for which the Placement Memorandum provides that Ordinary Shares can be issued, redeemed or converted
"Depositary"	such bank or other credit institution within the meaning of the Luxembourg law of 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, that may subsequently be appointed as depositary of the Company
"ERISA"	the US Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended
"Fund"	any sub-fund of the Company; where the context so requires, the term "Fund" shall mean the General Partner acting on behalf of a particular Fund
"General Partner"	AQR Lux, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as general partner (associé gérant commandité) of the Company
"Initial Price"	the subscription price at which the Ordinary Shares of any Class and any Category are offered at the Initial Subscription Day or during the Initial Subscription Period as set out in the Placement Memorandum
"Initial Subscription Day or Period"	the initial subscription day or initial subscription period during which the Ordinary Shares of any Class and any Category may be issued at the Initial Price as specified for each Class and Category of any Fund in the Placement Memorandum
"Investor"	a Well-Informed Investor who has signed an application form for Shares, which has been accepted by the General Partner (for the avoidance of doubt, the term includes, where appropriate, the Shareholders)
"Limited Shareholder"	a holder of an Ordinary Share (action ordinaire de commanditaires), the liability of which is in principle limited to the amount of its investment in a Fund (actionnaire commanditaire)
"LuxGAAP"	Luxembourg generally accepted accounting principles, as the same may be amended from time to time
"Management Share"	the management share (action de gérant commandité) held by the General Partner in the share capital of the Company, in its capacity as Unlimited Shareholder (actionnaire gérant commandité)
"Manager"	a member of the Board
"Net Asset Value"	the net asset value of a given Fund, Class or Category as determined in accordance with Article 12 hereof
"Ordinary Shares"	the ordinary shares (actions ordinaires de commanditaire) held by the Limited Shareholders (actionnaires commanditaires) in the share capital of the Company
"Person"	any individual, corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or other legal entity
"Placement Memorandum"	the placement memorandum of the Company, as amended or supplemented from time to time
"Plan Asset Regulation"	2510.3-101 of the United States Department of Labor Regulations (29 CFR 2510.3-101) as modified by Section 3(42) of ERISA
"Prohibited Person"	any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the General Partner the holding by such person may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the Company, if such holding may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax or other regulatory disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term "Prohibited Person" includes any person, firm, partnership or corporate body, which does not meet the definition of Well-Informed Investors as described below
"Redemption Price"	the price at which the Shares are redeemed
"Regulated Market"	a regulated securities market which operates regularly and is recognized and open to the public
"Share(s)"	a share of any Class and any Category of any Fund in the capital of the Company. For the avoidance of doubt, reference to "Share(s)" includes references to any Class(es) and/or Category(ies) when reference to specific Class(es) and/or Category(ies) is not required
"Shareholder"	any holder of one or more Shares, i.e. the Limited Shareholders and/or the Unlimited Shareholder as the case may be

"SIF Law"	the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as the same may be amended from time to time
"Subscription Price"	the subscription price at which the Ordinary Shares of any Class and any Category are offered on a Dealing Day (including the Initial Subscription Day or, as the case may be, until the end of the Initial Subscription Period), as set out in the Placement Memorandum
"Unlimited Shareholder"	the General Partner as holder of the Management Share and unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company, liable without any limits for any obligations that cannot be met out of the assets of the Company
"U.S."	United States of America, its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction
"U.S. Person"	a U.S. citizen or Person resident or incorporated in the U.S. and/or other natural or legal Person the income and/or returns of which, regardless of origin, are subject to U.S. income tax, as well as a Person who is considered to be a U.S. person pursuant to Regulation S of the U.S. Securities Act of 1933 and/or the U.S. Commodity Exchange Act, as these may have been amended from time to time
"Valuation Day"	the Business Day determined by the General Partner for the calculation of the Net Asset Value per Share of any Class and/or Category of any of the Funds as specified in the Private Placement Memorandum
"Well-Informed Investor"	has the meaning ascribed to it in the SIF Law, and includes: <ul style="list-style-type: none"> a) institutional investors; b) professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and c) any other well-informed investor who fulfils the following conditions: (i) has declared in writing his adhesion to the status of well-informed investor; and (ii) invests a minimum of EUR 125,000 in the Company or has obtained an assessment from a credit establishment as defined in the directive 2006/48/EC, from an investment firm as defined in directive 2004/39/EC, or from a management company as defined in directive 2009/65/EC, certifying his/her expertise, his/her experience and his/her knowledge to appraise in an appropriate manner an investment in the Company

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

1. Corporate name. There is hereby established among the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder, the Limited Shareholder(s) and all persons who may become owners of the Ordinary Shares, a Luxembourg partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as a regulated investment company with variable capital - specialized investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé).

The Company exists under the corporate name of "AQR Lux Funds".

2. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

The General Partner is authorized to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles of Incorporation.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the General Partner.

3. Object. The object of the Company is to invest its assets in securities and other instruments permitted by the SIF Law with the purpose of spreading the investment risks and affording its Shareholders the result of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the SIF Law.

4. Investment policies and restrictions. All investments and the course of conduct of the management and business affairs of the Company shall be subject to the corporate and investment policy, investment objectives, investment strategy and the investment powers and restrictions as set forth in the Placement Memorandum and in compliance with applicable laws and regulations.

5. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Chapter II. - Capital, Shares

6. Share capital - Classes and categories of ordinary shares. The minimum share capital of the Company shall be, as required by the SIF Law, one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) or the equivalent in another currency. This minimum must be reached within a period of twelve (12) months following the authorization of the Company by the CSSF.

For consolidation purposes, the base currency of the Company is the USD.

The capital of the Company shall be represented by fully paid-up Shares of no par value and shall at all times be equal to its Net Asset Value as defined in Article 12 hereof.

The General Partner may, at any time, establish several pools of assets, each constituting a Fund within the meaning of article 71 of the SIF Law.

The General Partner shall attribute a specific investment objective and policy, specific investment restrictions and a specific denomination to each Fund.

The right of Shareholders and creditors relating to a particular Fund or raised by the incorporation, the operation or the liquidation of a Fund are limited to the assets of such Fund. The assets of a Fund will be answerable exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the liquidation of this Fund. In relations between Shareholders, each Fund will be deemed as a separate entity.

The General Partner may, at any time, in each Fund, issue different Classes of Ordinary Shares. Each Class may be sub-divided in one or several Category(ies) of Ordinary Shares as more fully described, if applicable, in the Placement Memorandum.

Those Classes or Categories of Ordinary Shares will be issued in accordance with the requirements of the SIF Law and the Company Law and shall be disclosed in the Placement Memorandum. If multiple Classes or Categories of Ordinary Shares relate to one Fund, the assets attributable to such Classes or Categories, as the case may be, shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Fund concerned provided however, that within a Fund, the General Partner is empowered to define Classes or Categories so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the Class or Category may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the reference currency of the relevant Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class or Category of Ordinary Shares against long-term movements of their currency of quotation and/or (vii) such other features as may be determined by the General Partner from time to time in compliance with applicable law.

The Ordinary Shares of any Class or Category are referred to as the "Ordinary Shares" and each as an "Ordinary Share" when reference to a specific Class or Category of Ordinary Shares is not required.

The Management Share together with the Ordinary Shares of any Class are referred to as the "Shares" and each as a "Share" when reference to a specific category of Shares is not required.

The share capital of the Company shall be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up Shares or the repurchase by the Company of existing Shares from its Shareholders.

7. Form of shares. The Company shall issue fully paid-in Shares of each Fund and each Class in registered form only.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more entities designated thereto by the Company and under the Company's responsibility, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of registered Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered Shares. The Company shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder may receive a written confirmation of his shareholding.

The Company shall consider the person in whose name the Ordinary Shares are registered as the full owner of the Shares. Vis-à-vis the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. Notwithstanding the above, the Company may decide to issue fractional Shares up to three decimal places. Such fractional Shares shall carry no entitlement to vote but shall entitle the holder to participate in the net assets of the relevant Class on a pro rata basis.

Subject to the provisions of Article 9 hereof, any transfer of registered Ordinary Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more Managers or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the General Partner.

Ordinary Shares are freely transferable, subject to the provisions of Article 9 hereof.

Shareholders entitled to receive registered Ordinary Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so recorded into the register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders in respect of registered Ordinary Shares at their addresses indicated in the register of Shareholders.

8. Issue and subscription for ordinary shares.

8.1 Issue of Ordinary Shares

The General Partner is authorized at any time without limitation to issue new Ordinary Shares in any Class and/or Category of any Fund at any time without reserving for the existing Limited Shareholders a pre-emptive right for the Ordinary Shares to be issued.

The General Partner may only issue Ordinary Shares to Well-Informed Investors.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Ordinary Shares are issued; the General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares in any Fund, Class and/or Category shall only be issued during one or more offering periods or at such other frequency as provided for in the Placement Memorandum.

The General Partner reserves its discretionary right to reject any application either in whole or in part in which event the unused subscription monies will be returned to the applicant without interest and at the risk and cost of the applicant. The General Partner may in particular decide not to accept subscriptions for Ordinary Shares in any Class and/or Category, if by accepting such subscription it would result in, or create a material likelihood that, participation in any Fund by Benefit Plan Investors will be deemed to be "significant" for purposes of the Plan Asset Regulation.

It may also restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares by any Prohibited Person as determined by the General Partner or require any prospective investor to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not such Investor is, or will be a Prohibited Person.

The General Partner may, in the course of its sales activities and at its discretion, cease to issue Shares, refuse subscription applications either in whole or in part and suspend, in compliance with Article 12.2, or limit their sale to individuals or corporate bodies in particular countries or areas, for specific periods or permanently.

The General Partner reserves the discretionary right to close any Fund, Class or Category to new subscriptions (for either all and/or new investors) at any time.

Furthermore, the General Partner may impose conditions on the issue of Ordinary Shares in any Fund, Class and/or Category (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may determine a minimum subscription amount and a minimum amount for any additional investment, as well as a minimum holding amount which any Limited Shareholder is required to comply with.

The General Partner may also, in respect of any Fund, Class and/or Category, levy a subscription fee and has the right to waive either partly or entirely this subscription fee. The General Partner may further decide, if provided for in the Placement Memorandum, to apply a dilution levy and/or the swing pricing mechanism. Any condition to which the issue of Ordinary Shares may be submitted will be detailed in the Placement Memorandum.

The General Partner will fix either an Initial Subscription Day or an Initial Subscription Period during which Ordinary Shares in any Class and Category in any Fund will be issued at an Initial Price plus any applicable fees, commissions and costs, dilution levy and/or application of the swing pricing mechanism, as the case may be, as determined by the General Partner and disclosed in the Placement Memorandum.

After the Initial Subscription Day or after the end of the Initial Subscription Period, as the case may be, Ordinary Shares in any Class and/or Category in any Fund are issued on each Dealing Day at the relevant Net Asset Value per Ordinary Share determined in compliance with Article 12 and in accordance with such policy as the General Partner shall from time to time determine (i.e. the Subscription Price). The General Partner may decide to increase the Subscription Price by any fees, commissions and costs, dilution levy and/or application of the swing pricing mechanism, as the case may be, as disclosed in the Placement Memorandum.

No Share will be issued during any period when the calculation of the Net Asset Value per Share in the relevant Fund is suspended pursuant to the provisions of Article 12.2. In the event that the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share in any Fund is suspended, any pending subscription orders will be carried out on the basis of the Net Asset Value per Ordinary Share of the relevant Fund, Class and/or Category determined on the next following Dealing Day.

If the Company offers Ordinary Shares after the Initial Subscription Day or the Initial Subscription Period, applications received by the Company or its duly authorized agent(s) before the relevant Cut-Off Time (as defined in the Placement Memorandum) on a Dealing Day will be dealt with on that Dealing Day at the Subscription Price of the relevant Class and/or Category of the relevant Fund prevailing on that Dealing Day plus any applicable subscription fee, dilution levy and/or application of the swing pricing mechanism, as the case may be. Any application received after the relevant Cut-

Off Time will be processed on the next following Dealing Day on the basis of the Subscription Price per Ordinary Share determined on such Dealing Day plus any applicable subscription fee, dilution levy and/or application of the swing pricing mechanism, as the case may be.

The issue price (be it the Initial Subscription Price or the Subscription Price) must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits determined by the General Partner and described in the Placement Memorandum and in any case the issue price will be payable no later than the period set out in the Placement Memorandum.

The General Partner may delegate to any duly authorized Manager, officer or to any other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the Shares to be issued and to deliver them.

The General Partner may agree to issue Ordinary Shares in consideration for a contribution in kind of assets in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law. Further provisions may be detailed in the Placement Memorandum.

9. Transfer of shares.

9.1 Transfer of Management Share

The transfer restrictions as set forth in Article 9.2 hereof shall not apply to the transfers of the Management Share.

The Management Share is freely transferable only to an Affiliate of the General Partner, provided that the transferee shall adopt all rights and obligations accruing to the General Partner relating to its position as a holder of the Management Share and provided the transferee is not a physical person.

9.2 Transfer of Ordinary Shares

Unless stipulated otherwise in the Articles of Incorporation, a Limited Shareholder may sell, assign or transfer any of its Ordinary Shares to other Well-Informed Investors subject to the prior written consent of the General Partner, which consent may not be unreasonably withheld. The consent of the General Partner may be reasonably withheld for any reason including those referred to below:

if the transferee does not qualify as a Well-Informed Investor, or is a Prohibited Person;

if the General Partner reasonably considers that the transfer would cause the Company and/or any Fund to be terminated;

if the General Partner reasonably considers that the transfer would violate any other applicable laws or regulations (including, without limitation, the SIF Law) or any term or provision of the Articles of Incorporation and/or of the Placement Memorandum;

the transfer, when executed, would cause the relevant Shareholder's investment in a Fund or Class to fall below the applicable minimum holding requirement, if any, as set out for such Fund in the relevant Appendix, unless such threshold is waived by the General Partner in its discretion;

if the General Partner reasonably considers that the transfer would or could adversely affect the Company, any Fund, the General Partner or the Limited Shareholders or subject the Company, any Fund or the General Partner (or any Affiliate thereof) or the Limited Shareholders to any charge or taxation to which it would not otherwise be subject;

if the General Partner reasonably considers the transferee to be a competitor of the Company, a Fund or the General Partner; or

if giving effect to such transfer would result in or create a material likelihood that participation in any Class and/or Category in any Fund by Benefit Plan Investors will be deemed to be "significant" for purposes of the Plan Asset Regulation.

A Shareholder (the "Selling Shareholder") wishing to transfer all of its Ordinary Shares (the "Offered Interest") to another Shareholder or to a bona fide third party offeror (the "Offeror") must give notice of such fact (the "Transfer Notice") to the General Partner by registered letter with return receipt disclosing the identity of the Offeror setting out the details of the Offered Interest. The General Partner shall notify the Selling Shareholder of its decision to accept or refuse the proposed transfer.

10. Redemption of ordinary shares. Unless otherwise provided in respect of a particular Fund in the Placement Memorandum, the Funds are of the open-ended type and launched for an unlimited duration, in which case the Ordinary Shares may be redeemed upon request by the Limited Shareholders in accordance with the redemption procedures provided for herein and in the Placement Memorandum.

Funds which are of the closed-ended type, as disclosed in the Placement Memorandum, will generally be launched for a limited duration and Ordinary Shares may not be redeemed or repurchased at the request of the Limited Shareholders. The Placement Memorandum may in respect of such Funds provide for specific exit strategies.

Any holder of Ordinary Shares in a Fund of the open-ended type may request the redemption of all or part of its Ordinary Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the General Partner in the Placement Memorandum and these Articles of Incorporation.

In any case, the right of any Limited Shareholder to require the redemption of its Ordinary Shares will be suspended during any period in which the determination of the Net Asset Value of the relevant Fund is suspended by the General Partner pursuant to Article 12.2.

The Redemption Price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class and/or Category of the relevant Fund on the relevant Valuation Day determined in accordance with the provisions of Article 12 (after payment of any redemption fee or incentive fee or other charges, dilution levy and/or application of the swing pricing mechanism, as the case may be, with respect to the redeemed Shares as specified in the Placement Memorandum). The Net Asset Value may indeed be adjusted as the AIFM may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from Limited Shareholders' transactions. Alternatively to the above swing pricing provisions, a dilution levy may be imposed on transactions as specified in the Placement Memorandum. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the General Partner and disclosed in the Placement Memorandum. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet subscription, redemption and conversion requests. A lock-up period, redemption fee, a dilution levy and/or the application of the swing pricing mechanism, as the case may be, may be imposed upon the redeeming Shareholder(s) as specified for each Class and/or Category in each Fund in the Placement Memorandum. The relevant Redemption Price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner may determine. For the avoidance of doubt, redemption requests received by the Company or its duly authorized agents on a Dealing Day before the relevant Cut-Off Time (as defined in the Placement Memorandum) will be dealt with on that Dealing Day at the Redemption Price of the relevant Class and/or Category of the relevant Fund on that Dealing Day (after deduction of redemption fee, dilution levy and/or application of the swing pricing mechanism, as the case may be). Any redemption request received after the relevant Cut-Off Time will be processed on the next following Dealing Day at the Redemption Price of the relevant Class and/or Category of the relevant Fund prevailing on such Valuation Day (after deduction of redemption fee, dilution levy and/or application of the swing pricing mechanism, as the case may be).

The Redemption Price shall be paid within a period of time determined by the General Partner and as set out in the Placement Memorandum.

Where a Shareholder has acquired Shares on more than one date, they will be redeemed on a "first in, first out" basis.

The General Partner may waive notice requirements or permit redemptions in such other circumstances and under such conditions as it deems appropriate in its sole discretion.

The AIFM may establish free reserves for estimated accrued expenses, liabilities and contingencies (even if such reserves or holdbacks are not otherwise required by generally accepted accounting principles) which could reduce the amount of a distribution upon redemption.

Payment of redemption proceeds may be withheld until all necessary information has been received by the Administrator or any other duly appointed agent of the General Partner and/or the AIFM.

Payment of the Redemption Price to Shareholders will be made either in cash, in kind or both. Payments in cash will be made in the Reference Currency of the relevant Fund, Class or Category. In addition, payment may also be made in one of the major freely convertible currencies if requested by the Limited Shareholder(s) at the time of giving the redemption instruction with the agreement of the General Partner or its appointed agent. The Depositary will arrange for any necessary currency transaction to convert the redemption monies from the Reference Currency of the relevant Fund, Class or Category at the Investor's cost and risk. Investors are advised that a delay in settlement may occur to allow for such currency conversion.

Payment in kind will be made at the discretion of the General Partner but with the consent of the Limited Shareholder concerned, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, by allocating to such Limited Shareholder assets of the relevant Fund equal in value (as calculated in the manner described in Article 12), as of the Dealing Day with respect to which the Redemption Price is calculated, to the Net Asset Value of the Ordinary Shares to be redeemed less any applicable redemption fee, dilution levy and/or application of the swing pricing mechanism, as the case may be. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the redeeming Limited Shareholder and/or other Shareholders of the relevant Class(es) and/or Category(ies). The cost of such transfer shall be borne by the transferee.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Ordinary Shares held by any Shareholder in any Class, Category and/or Fund would fall below such number or such value as determined by the General Partner and disclosed in the Placement Memorandum, the General Partner may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Ordinary Shares in such Class, Category and/or Fund.

However, the General Partner may refuse to process a redemption if giving effect to such redemption would result in or create a material likelihood that participation in any Class and/or Category of a Fund by Benefit Plan Investors will be deemed to be "significant" for purposes of the Plan Asset Regulation. In particular, the General Partner may limit any Limited Shareholder redemption, if such redemption were to create a material likelihood that the assets of any Fund would be considered "plan assets" for purposes of ERISA and the Plan Asset Regulation.

Further, if on any Valuation Day redemption requests pursuant to this Article 10 exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of Shares in issue of a specific Class, Category and/or Fund, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that

the General Partner considers to be in the best interests of the relevant Fund as further set out in the Placement Memorandum.

A Shareholder may not withdraw its request for redemption of Ordinary Shares except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value of the Ordinary Shares to be redeemed in a specific Class or Fund and, in such event, a withdrawal will only be effective if written notification is received by the Company or its duly authorized agents before the termination of the period of suspension. If the request is not so withdrawn, the General Partner shall proceed to redeem the Ordinary Shares on the first Dealing Day following the end of the suspension period on the basis of the Net Asset Value of the Ordinary Shares of the relevant Class or Category of a given Fund determined on such Dealing Day.

If the net assets of the relevant Fund, Class and/or Category on any particular Dealing Day fall at any time below the minimum level determined by the General Partner pursuant to Article 6, the General Partner, at its discretion, may redeem all the Shares then outstanding in the Fund, Class and/or Category. All such Shares will be redeemed at the applicable Redemption Price (after deduction of redemption fee, dilution levy and/or application of the swing pricing mechanism, as the case may be). The General Partner will notify the Shareholders of the relevant Fund, Classes and/or Categories prior to the effective date for the compulsory redemption by sending a notice to the address as recorded in the register of Shareholders. The notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the redemption operations.

The General Partner may at any time compulsorily redeem Ordinary Shares if it discovers at any time that such Ordinary Shares are owned by a Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, whether directly or indirectly; has reason to believe that (i) continued ownership of Ordinary Shares by such Limited Shareholder will cause the General Partner, the relevant Fund, the AIFM or any Affiliate of the AIFM or of the General Partner to be in violation of any applicable law, (ii) any of the representations and warranties made by such Shareholder in connection with the acquisition of Shares were not true when made or has ceased to be true, or (iii) such Limited Shareholder's Ordinary Shares have vested in any other person by reason of the bankruptcy, dissolution, incompetency or death of such Limited Shareholder, subject to giving the relevant Limited Shareholder notice of at five (5) Business Days, and upon redemption, those Ordinary Shares will be cancelled and the relevant Limited Shareholder will cease to be a Limited Shareholder.

In the event of a compulsory redemption, the redemption price will be determined as of the close of business of the relevant Valuation Day or Dealing Day specified by the General Partner in its notice to the Limited Shareholder.

Moreover, if the minimum holding amount in a Class and/or Category in a Fund is not maintained due to a transfer or conversion or redemption of Ordinary Shares, the General Partner may compulsorily redeem the remaining Ordinary Shares at their current Redemption Price (after deduction of redemption fee, dilution levy and/or application of the swing pricing mechanism, as the case may be) and pay the redemption proceeds to the respective Shareholder.

All redeemed Ordinary Shares shall be cancelled.

Any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the payment of the redemption proceeds (including those taxes, commissions and fees incurred in any country in which Ordinary Shares are sold) will be charged by way of a reduction to any redemption proceeds to the redeeming Limited Shareholders.

11. Conversion of ordinary shares. Except if otherwise provided for each Fund in the Placement Memorandum, the Limited Shareholders are entitled to request the conversion of either the whole or part of their Ordinary Shares in any Class and/or Category of any Fund into another Class and/or Category of the same Fund and/or into a Class and/or Category of any other existing Fund provided that the General Partner may (i) set restrictions, terms and conditions as to the right for and the frequency of conversions between certain Classes, Categories and/or Funds; and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine. If the General Partner decides to allow conversions of Ordinary Shares, this possibility shall be mentioned and detailed in the Placement Memorandum.

However, the General Partner may refuse to process a conversion if giving effect to such conversion would result in or create a material likelihood that participation in any Class and/or Category of a Fund by Benefit Plan Investors will be deemed to be "significant" for purposes of the Plan Asset Regulation. In particular, the General Partner may limit any Limited Shareholder conversion, if such conversion were to create a material likelihood that the assets of any Fund would be considered "plan assets" for purposes of ERISA and the Plan Asset Regulation.

The right of any Limited Shareholder to require the conversion of its Ordinary Shares may be suspended by the General Partner during any period in which the determination of the Net Asset Value of the relevant Fund has been suspended pursuant to Article 12.2.

The price of the conversion shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the relevant Classes, Categories and/or Funds concerned determined on the same Dealing Day or any other day as determined by the General Partner and in accordance with the provisions of Article 12 and the rules laid down in the Placement Memorandum. Conversion fees, a dilution levy and/or the application of the swing pricing mechanism, as the case may be, may be imposed upon the Limited Shareholder(s) asking for the conversion, at the rate provided for in the Placement Memorandum.

If as a result of any request for conversion, the aggregate Net Asset Value of the Ordinary Shares held by a Limited Shareholder in any Class and/or Category would fall below such number or such value as determined by the General Partner and disclosed in the Placement Memorandum, the General Partner may decide that this request be treated as a

request for conversion for the full balance of such Limited Shareholder's holding of Ordinary Shares in such initial Class, initial Category and/or initial Fund.

Moreover, if the minimum holding amount in a Class and/or Category of one given Fund is not maintained due to a conversion of Ordinary Shares, the General Partner may compulsorily convert the remaining Ordinary Shares as per the provisions above.

The Ordinary Shares which have been converted into Ordinary Shares of another Class and/or Category shall be cancelled.

12. Calculation of net asset value per share.

12.1 Calculation

The Net Asset Value per Share of each Fund, Class and/or Category will be expressed in the applicable Reference Currency of the Fund, Class and/or Category, as the case may be, and shall be determined by the Administrator under the supervision of the AIFM on each Valuation Day, but at least once per financial year, in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles (LuxGAAP).

The Net Asset Value per Share in each Fund, Class and/or Category is calculated up to three (3) decimal places. If, since the time of determination of the Net Asset Value per Share in any Fund, Class and/or Category there has been a material change in relation to (i) a substantial part of the assets of the relevant Class or Category of the relevant Fund or (ii) the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the relevant Fund are dealt in or quoted, the AIFM may, in order to safeguard the interests of the Shareholders concerned, cancel the first determination and carry out a second determination of the value of such assets and instruct the Administrator to calculate again the Net Asset Value per Share in the Fund, Class and/or Category.

In determining the Net Asset Value per Ordinary Share, income and expenditure are treated as accruing daily.

The Net Asset Value per Share in each Fund, Class and/or Category on any Valuation Day is determined by dividing (i) the value of the total assets of that Fund properly allocable to such Class and/or Category less the liabilities of such Fund properly allocable to such Class and/or Category on such Valuation Day, by (ii) the number of Shares in such Class and/or Category then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below and LuxGAAP.

If, however, on any Valuation Day, the aggregate transactions in a Fund, Class and/or Category results in a net increase or decrease of the number of Shares which exceeds a threshold determined by the General Partner (based on the subscription, conversion, redemption and related costs for such Fund, Class and/or Category) and if provided so in the Placement Memorandum, the Net Asset Value per Share of such Fund, Class and/or Category may be adjusted, by the AIFM, by an amount which reflects the estimated fiscal and/or dealing costs which may be incurred by such Fund, Class and/or Category. The adjustment will be an addition when the net movement results in an increase of all Shares of the Fund, Class and/or Category and a deduction when it results in a decrease.

The total net assets of the Company will be equal to the difference between the gross assets and the liabilities of the Company based on accounts prepared in accordance with LuxGAAP.

The Subscription Price and the Redemption Price of the different Classes and/or Category may differ in each Fund as a result of the differing fee structure and/or distribution policy of each Class and/or Category.

The calculation of the Net Asset Value of the Fund shall be made in the following manner:

Assets of the Company

The assets of each Fund shall include:

- (a) all debt or equity securities or instruments, shares, units, participations and interests;
- (b) all property, real estate assets or property interest owned by the Company, all shareholdings in convertible and other debt securities of real estate companies;
- (c) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (d) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities or any other assets sold but not delivered);
- (e) all bonds, convertible bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, interests in limited partnerships, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- (f) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company or the Depositary;
- (g) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- (h) the formation expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company; and
- (i) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance, insofar as the same have not been written off, if applicable.

The value of the Funds' assets shall be determined as follows:

(a) Securities or investment instruments, including options, that are listed on a stock exchange or dealt in on another Regulated Market, are valued at their last sales prices reported on such exchange on the Valuation Day or, if no prices were quoted on such date, at the last reported "bid" price (in the case of a security or investment instrument held long) and the last reported "asked" price (in the case of a security or investment instrument sold short) on the Valuation Day or, if no such prices have been quoted on such date, at the value assigned by the AIFM;

(b) Securities or investment instruments that are not listed on a stock exchange or dealt in on another Regulated Market, other than securities or investment instruments that are in the form of put or call options, as well as other non-listed assets will be valued on the basis of the probable net realization value (excluding any deferred taxation) determined by the AIFM;

(c) With respect to securities or investment instruments sold short, the market value of such securities or investment instruments, as determined in accordance with the above paragraphs, shall be included in the liabilities of the Company;

(d) Securities or investment instruments that are in the form of put or call options, and are not listed on a stock exchange or dealt in on another Regulated Market, are valued at the exercise price plus (in the case of a call) or minus (in the case of a put) the amount by which the underlying security or investment instrument is in or out of the money, except where the AIFM has assigned some other value to such securities or investment instruments;

(e) Premiums received for the writing of options will be included in the assets of the Company and the market value of such options will be included as a liability of the Company;

(f) Commodity futures are valued based upon the closing quotations reported for the same on the principal board of trade or other contract market in which dealings are made;

(g) Forward currency contracts will be valued based upon quotations from the counterparty which must be verifiable and determined pursuant to consistently applied policies approved by the AIFM;

(h) Commodity options traded on a contract market will be valued at their last sales price on the Valuation Day on the principal contract market on which such options are traded (or, in the event that the Valuation Day is not a day upon which a contract market on which such options are traded was open for trading, on the last prior date on which such contract market was so open) or, if no sales occurred on either of the foregoing dates, at the mean between the "bid" and the "asked" prices on the principal contract market on which such options are traded on the Valuation Day (or, in the event that the Valuation Day is not a date upon which such contract market was open for trading, on the last prior date on which such contract market was open). Premiums received for the writing of commodity options traded on the contract market will be included in the assets of the Company and the market value of such options shall be included as a liability of the Company;

(i) In the case of securities, options, future and forward contracts for which market quotations are either unavailable or appear inaccurate, such securities, options, future and forward contracts will be valued at fair value as determined by the AIFM;

(j) Short-term debt securities with remaining maturities of sixty (60) calendar days or less at the time of purchase are valued at amortized cost; other shortterm securities are valued on a mark-to-market basis until such time as they reach a remaining maturity of sixty (60) calendar days, whereupon they are valued using the amortized cost method, taking as cost their market value on the sixty-first (61st) calendar day;

(k) If a net asset value is determined for the units or shares issued by an investment structure (including a UCI) which calculates a net asset value per share or unit, those units or shares will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular issuing documents of this investment structure or, at their latest unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source - including an investment manager/sub-investment manager of the investment structure, if any - other than the administrative agent of the investment structure) if more recent than their official net asset values. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset values of investment structures may differ from the net asset value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the investment structures. However, such net asset value is final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value of such shares or units issued by such investment structures, the valuation of the shares or units issued by such investment structures may be determined by the AIFM to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events: capital calls, distributions or redemptions effected by the investment structure or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the investment structures themselves ("Evaluation Event");

(l) An interest or participation in investment structures (including a UCI) for which no net asset value is determined will be valued at cost as long as no report is available and no Evaluation Event has occurred. If a report regarding the investment structure is available, the interest in the investment structures will be valued on the basis of the latest available report as long as no major Evaluation Event occurred;

(m) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof,

unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(n) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction determined by the AIFM.

The AIFM will verify the overall accuracy of the valuations and may, in its discretion, permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company and/or its Funds in compliance with LuxGAAP. This method will then be applied in a consistent way.

The total Net Asset Value of the Fund is equal to the sum of the net assets of the various Funds translated into USD at the exchange rate prevailing in Luxembourg on the relevant Valuation Day.

Liabilities of the Company

The liabilities of each Fund shall include:

- (a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- (c) all accrued or payable expenses;
- (d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- (e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the AIFM, and other reserves (if any) authorized and approved by the AIFM, as well as such amount (if any) as the AIFM may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company provided that for the avoidance of doubt, on the basis that the assets are held for investment it is not expected that such provision shall include any deferred taxation;
- (f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting standards. In determining the amount of such liabilities the AIFM shall take into account all expenses payable by the Company and/or Funds which shall comprise formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to the AIFM, including performance related fees, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, depositary and its correspondents, administrative, registrar agents, if any, any paying agent, any distributors and permanent representative in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing copies of the Placement Memorandum, explanatory memoranda, the Articles of Incorporation, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the net asset value and any information relating to the estimated value of a Fund, the cost of printing certificates, and the costs of any reports to the Shareholders, any selfregulatory organization, regulator or governmental entity of any competent jurisdiction, the cost of convening and holding general meeting of the Shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue, conversion and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Company and each of its Funds may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods.

The AIFM, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company. This method will then be applied in a consistent way. The Administrator can rely on such deviations as approved by and under the ultimate responsibility of the AIFM for the purpose of the Net Asset Value calculation.

For the purpose of the above,

- (a) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Fund;
- (b) Shares to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption or conversion, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- (c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the USD shall be valued after taking into account the market rate or exchange rates in force at the date and time for determination of the Net Asset Value per Share; and
- (d) where on any Valuation Day the Fund has contracted to:

(i) purchase any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

(ii) sell any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the AIFM.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article including, in particular, the above paragraph are rules for determining the Net Asset Value per Share of each Class in each Fund and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company.

12.2 Frequency and Temporary suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share

With respect to each Class of Shares (if any) of any Fund, the Net Asset Value per Share shall be calculated from time to time by the Administrator, at least once a year, at a frequency determined by the General Partner and specified in the Placement Memorandum.

The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value of any particular Fund and the issue and redemption of the Shares of any such Class and/or Category in such Fund as well as the conversion from and to Shares of any such Class and/or Category of such Fund:

(a) during any period when any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of any Fund from time to time is quoted, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings thereon are restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by any Fund would be impracticable;

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any Fund or the current prices or values on any market or stock exchange;

(d) during any period when the General Partner is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of any Fund or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of any Fund cannot be effected at normal prices or rates of exchange;

(e) during any period when the Company or the Fund concerned is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of Shareholders at which a resolution to liquidate the Company or the Fund concerned is proposed;

(f) when for any other reason beyond the control of the General Partner the prices of any investments of a Fund cannot promptly or accurately be ascertained.

Notice of such suspension shall be published, if deemed appropriate by the General Partner.

The suspension of the calculation of the Net asset Value of any particular Fund, Class and/or Category shall have no effect on the determination of the Net Asset Value per Share or on the issue, redemption and conversion of Shares of any Class, Category and/or Fund that is not suspended.

Chapter III. - Management

13. Powers of the general partner. The Company shall be managed by AQR Lux, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as Unlimited Shareholder and General Partner (associé gérant commandité) of the Company.

The General Partner will have, within the limits set out in the Articles of Incorporation and the Placement Memorandum, the broadest powers to administer and manage the Company, to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in particular in compliance with the investment policy, objectives and strategy and the investment restrictions as determined in Article 4 and the Placement Memorandum.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner. The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

The General Partner will have the power, in particular, to decide on the investment objectives, policies and restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the Company and the Funds, in compliance with the Articles of Incorporation, the Placement Memorandum and the applicable laws and regulations. The General Partner will have the power to enter into administration, investment and advisory agreements and any other contract and undertakings that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out the object of the Company.

The General Partner may appoint an external AIFM or remain internally-managed under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, in particular the SIF Law, and the AIFM Directive. Details regarding the appointment of the external AIFM or internally-managed structure of the Company will be incorporated in the Placement Memorandum.

14. Termination of the general partner. The General Partner may be removed for Cause by means of a resolution of the general meeting of Limited Shareholders adopted as follows:

(a) the quorum shall be a majority of the capital being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the proportion of the share capital represented;

(b) in both meetings, resolutions must be passed by at least two thirds of the votes of the capital present or represented. For the avoidance of doubt, the approval of the General Partner is not required to validly decide on its removal.

In the event of the removal of the General Partner, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation as described in Article 38 hereof, subject to the prior approval of the CSSF.

Immediately following the appointment of a new general partner, the General Partner will transfer its Management Share in the Fund to the newly appointed general partner. The transfer price shall be equal to the issue price of the Management Share at the time of incorporation of the Company.

15. Representation of the company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any of two Managers or by the signature of any person to whom such power has been delegated by the Board.

No Limited Shareholder shall represent the Company.

16. Liability of the general partner and limited shareholders. The General Partner shall be liable with the Company for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Company's assets.

The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever except when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and shall be liable to the extent of their contributions to the Company.

17. Delegation of powers; agents of the general partner. The General Partner and/or the AIFM may, at any time, appoint officers or agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, provided that the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Company without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner and/or the AIFM.

The General Partner and/or the AIFM will determine any such investment advisors', sub-investment advisors', officers' or agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The General Partner may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

18. Conflict of interest. In the event that the Company is presented with any conflict of interests, such conflict must be fully disclosed to the General Partner and the AIFM.

In the event that a Fund is presented with (i) an investment proposal involving an asset owned (in whole or in part), directly or indirectly, by a Limited Shareholder, the General Partner, a Manager, the AIFM, an investment manager or any Affiliate thereof, or involving any portfolio company whose shares are held by, or which has borrowed funds from any of the aforementioned Persons, (including any managed, advised, or sponsored investment funds), or (ii) any disposition of assets to a Manager, the General Partner, the AIFM or an investment manager, such Person will fully disclose such conflict of interest to the General Partner and the AIFM, either of which shall inform the Limited Shareholders accordingly.

The Company will enter into all transactions on an arm's length basis. The General Partner or the AIFM will inform the Limited Shareholders of any business activities in which the General Partner, the AIFM, an investment manager or any Affiliate thereof are involved and which could create an opportunity for conflicts of interest to arise in relation to the Company's investment activity and of any proposed investments in which any Investor has a vested interest.

The General Partner, the AIFM, an investment manager or any of their Affiliates may engage in various business activities other than the Fund's and/or the AIFM's business and/or an investment manager's business, including providing consulting and other services (including, without limitation, serving as director and/or manager) to a variety of partnerships, corporations and other entities, not excluding those in which the Company invests. However, they will devote the time and effort necessary and appropriate to the business of the Company. Moreover, any such services shall be provided at prevailing market rates for like services under a professional service agreement (which shall include fee ranges) and a project specific contract.

For the avoidance of doubt, no contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the General Partner or the Managers is interested in, or is a director, manager, associate, officer or employee of such other company or firm. Any of the General Partner or the Managers who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Although it is aimed to identify and avoid such conflicts of interests, the Company, the AIFM and their members will attempt to resolve all nonetheless arising conflicts in a manner that is deemed equitable to all parties under the given

circumstances. For this purpose, the Company and the AIFM have implemented procedures that shall ensure that any business activities involving a conflict which may harm the interests of the Company or its Investors, are carried out with an appropriate level of independence and that any conflicts are resolved fairly and in case in a manner that avoids adversely affecting the interests of the Company and of its Investors.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

19. Powers of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The general meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles of Incorporation or by law.

20. Annual general meeting. The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office of the Company or at any other location in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting, on the third Wednesday of July each year at 1 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a Business Day, the meeting will be held on the next following Business Day.

21. Other general meetings. The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders. The General Partner shall be obliged to convene a general meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth (1/10) of the share capital of the Company require in writing with an indication of the agenda.

Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

22. Convening notice. A general meeting of Shareholders is convened by the General Partner in compliance with Luxembourg law.

As all Shares are in registered form, convening notices may be mailed by registered mail to the Shareholders, at their registered address at least eight (8) calendar days prior to the date of the meeting. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

23. Presence, representation. All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders.

A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex or e-mail as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

Are deemed to be present, for the quorum and the majority requirements, the Shareholders participating in the general meeting of Shareholders by videoconference, conference call or by other means of telecommunication allowing for their identification. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

24. Proceedings. General meetings of the Shareholders shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of any general meeting of the Shareholders shall appoint a secretary.

Each general meeting of the Shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the Shareholders present or represented.

The above-described persons in this Article 24 together form the office of the general meeting of the Shareholders.

25. Vote. Each Share entitles the holder thereof to one vote.

Unless otherwise provided by law or by the Articles of Incorporation, all resolutions of the general meeting of the Shareholders shall be taken by simple majority of votes of the capital present or represented, regardless of the proportion of the capital represented.

In accordance with the Articles of Incorporation and as far as permitted by the Company Law, any decision of the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

26. Minutes. The minutes of each general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

27. General meetings of shareholders of a fund, Class or category. The Shareholders of a Fund, Class or Category issued in respect of any Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters, which relate exclusively to such Fund, Class or Category.

The provisions set out in Articles 22 to 26 as well as in the Company Law shall apply to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of a general meeting of Shareholders of a Fund, Class or Category are passed by a simple majority vote of the capital present or represented.

Chapter V. - Financial year, Reporting, Financial and other information to investors, Distribution of profits

28. Financial year. The Company's financial year begins on the 1st of April and closes on the 31st of March of each year.

29. Auditors. The accounting data related in the annual reports of the Company shall be examined by one or several authorized independent auditors (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of Shareholders which shall be remunerated by the Company.

30. Reporting, Financial and other information to investors. In respect of each financial year, the AIFM will distribute to each investor an annual report, including audited financial statements for the Company, within six (6) months after the end of such financial year.

Any financial and other information concerning the Company as prescribed by the SIF Law and the AIFM Directive including without limitation, the composition of the portfolio held by the Company, the net asset value per Share, the issue prices of Shares, the past performance of the Company and its Funds, as well as any material changes thereof, will be made available free of charge to each investor before they invest in the Company on any bank business day during normal business hours at the registered office of the Company.

Furthermore, the Company will also make available at its registered office and at such places or in any such manner as specified in the Placement Memorandum to each Investor any other information as prescribed by the SIF Law and the AIFM Directive, including in particular and without limitation the percentage of the Company's assets which are subject to special arrangements arising from their illiquid nature, the risk profile of the Company, the risk management systems employed for managing the risks to which the Company is or may be exposed to, the total amount of leverage calculated in accordance with the gross and commitment methods employed by the Company.

31. Distribution. The General Partner may, at any time and in its sole discretion, decide to create specific Classes and/or Categories of Ordinary Shares that are either distributing or accumulating.

The part of the year's net income corresponding to accumulation Shares will be capitalized in the relevant Fund, Class or Category for the benefit of the accumulating Shares.

For any distributing Shares, the general meeting of Shareholders of the relevant Fund, Class and/or Category shall, upon proposal from the General Partner and within the limits provided by Luxembourg law, decide whether and to what extent distributions are to be paid out of the Fund's assets and may from time to time declare, or authorize the General Partner to declare distributions.

For any Shares entitled to distributions, the General Partner may furthermore decide to pay interim dividends in compliance with applicable law.

Distributions may only be made if the net assets of the Fund do not fall below the minimum set forth by law (i.e. currently EUR 1,250,000.-) or any the equivalent amount in another currency.

Distributions will be made in cash. However, the General Partner is authorized, subject to the prior consent of the relevant Limited Shareholder(s), to make in-kind distributions/payments of assets out of the relevant Fund.

Payments of distributions to Shareholders shall be made at their respective addresses specified in the register of Shareholders. Distributions will be declared in the Reference Currency of each Fund, Class or Category. No interest shall be paid on a dividend declared by the General Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Fund.

Distributions unclaimed for five (5) years after their declaration will be forfeited and revert to the relevant Fund, Class or Category.

Further distribution rules applicable to each Fund may be made in the Placement Memorandum.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

32. Dissolution.

32.1 Dissolution, insolvency, legal incapacity or inability to act of the General Partner

The Company shall not be dissolved in the event of the General Partner's legal incapacity, dissolution, resignation, retirement, insolvency or bankruptcy or for any other reason provided under applicable law where it is impossible for the General Partner to act, it being understood for the avoidance of doubt that the transfer of its Management Share by the General Partner will not lead to the dissolution of the Company.

In the event of legal incapacity or inability to act of the General Partner as mentioned under the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner in accordance with the procedure outlined in Article 14, subject to the prior approval of the CSSF.

32.2 Voluntary dissolution

At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by law and the Articles of Incorporation, the Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation, as provided for in Article 38 hereof.

In particular, the General Partner shall submit to the general meeting of Shareholders the dissolution of the Company when all investments of the Company will have been disposed of and all net proceeds from such disposals will have been distributed in accordance with the provisions of the Placement Memorandum.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital indicated in Article 6 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital. In such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the Shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from when it is ascertained that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum as the case may be.

In case of voluntary dissolution, and subject to the prior approval of the CSSF, the General Partner will act as liquidator of the Company.

33. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company further to any insolvency proceedings, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine their powers and their compensation. Such liquidators must be approved by the CSSF and must provide all guarantees of honorability and professional skills.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed to the Shareholders pro rata to the number of the Ordinary Shares held by them.

34. Termination, division and amalgamation of funds, Classes or categories.

34.1 Termination of a Fund, Class or Category

In the event that for any reason the value of the net assets of any Fund, Class and/or Category has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Fund, Class and/or Category to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation relating to such Fund, Class and/or Category would have material adverse consequences on the investments of that Fund, Class and/or Category, or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Fund, Class and/or Category at their Net Asset Value (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) as calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Fund, Class and/or Category prior to the effective date for the compulsory redemption, which will set forth the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Shareholders shall be notified in writing.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Fund, Class and/or Category.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraphs, the general meeting of Shareholders of any Fund, Class and/or Category may, upon proposal from the General Partner, resolve to redeem all the Shares of the relevant Fund, Class and/or Category and to refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) determined with respect to the Valuation Day on which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders, which shall resolve at the simple majority of the capital present and represented.

Assets which could not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary for a period of nine (9) months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled by the Company.

34.2 Amalgamation, Division or Transfer of Funds, Classes and/or Categories

Under the same circumstances as provided above in Article 34.1, the General Partner may decide to allocate the assets of any Fund, Class and/or Category to those of another existing Fund, Class and/or Category within the Company or to another Luxembourg undertaking for collective investment or to another Fund, Class and/or Category within such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Fund") and to re-designate the Shares of the relevant Fund, Class and/or Category as Shares of another Fund, Class and/or Category (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described above in the Article 34.1 (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

Under the same circumstances as provided above in Article 34.1, the General Partner may decide to reorganize a Fund, Class and/or Category by means of a division into two or more Funds, Classes and/or Categories. Such decision will be published in the same manner as in Article 34.1 (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new Funds) one month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the Shareholders to request redemption or conversion of their Shares free of charge during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraphs, such a reorganization of a Fund, Class and/or Category within the Company (by way of an amalgamation or division) may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the relevant Fund, Class and/or Category. There shall be no quorum requirements for such general meeting and it will decide upon such an amalgamation or division by resolution taken at the simple majority of the capital present or represented.

A contribution of the assets and of the liabilities distributable to any Fund, and/or Class to another undertaking for collective investment referred to in the first paragraph of this Article to another Fund, Class and/or Category within such other undertaking for collective investment shall, require a resolution of the Shareholders of the Fund, Class and/or Category concerned, taken with a fifty (50%) quorum requirement of the capital and adopted at a two-thirds (2/3) majority of the capital present or represented at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only upon such Shareholders who will have voted in favor of such amalgamation.

Chapter VII. - Final provisions

35. Depositary. The Company and/or the AIFM shall enter into a written depositary agreement with a banking or saving institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time and which shall satisfy the requirements of the SIF Law and AIFM Directive.

The Depositary shall fulfill the duties and responsibilities provided for by the SIF Law, the AIFM Directive as well as by all other applicable Luxembourg laws and regulations.

Under the conditions set forth in the SIF Law and AIFM Directive, the depositary may discharge itself of liability towards the Company and its investors. In particular, under the conditions laid down in Article 21(14) of the AIFM Directive, including the condition that the Investors have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depositary can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 21(11) point (d)(ii) of the AIFM Directive. Additional details are disclosed in the Placement Memorandum.

If the Depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its best endeavors to find a successor depositary and will appoint it in replacement of the withdrawing Depositary. The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof. In both the case of voluntary withdrawal of the Depositary or of its removal by the General Partner, the Depositary, until it is replaced, which must happen within two (2) months, shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the investors.

36. Prime broker. If and to the extent the services of one or several prime brokers are used on behalf of the Company, these prime brokers shall satisfy the requirement of the AIFM Directive and shall be entitled to transfer and reuse the Company's assets within the limits, but to the largest extent permitted by, applicable laws and regulations under the conditions laid down in the relevant brokerage agreements.

37. Preferential treatment of investors. Each Investor should note that one or more Investor(s) may obtain a preferential treatment as regards, amongst others, the fees to be paid, the various reports and information to be received, the right to be consulted and/or represented in advisory and/or any other Fund's committees and/or the co-investment opportunities. Further details on any such preferential treatment, including the type of Investors who may obtain such preferential treatment will be made available to all Investors at the registered office of the Company during usual business hours/without cost upon request.

In accordance with the AIFM Directive, the AIFM will establish procedures, arrangements and policies to ensure compliance with the principle of fair treatment of investors, which include, but is not limited to, the following obligations for the AIFM:

- to act in the best interests of the Company and the Investors;
- to execute investment decisions in accordance with the investment policy, strategy and objective and the risk profile of the relevant Funds;
- to take all reasonable measures to ensure that orders are executed to obtain the best possible result;
- to avoid conflict of interests and where they cannot be avoided to manage and monitor these conflict of interest in accordance with the conflict of interests policy in order to prevent them from adversely affecting the interest of the Company and the Investors;
- to prevent from placing the interest of any group of Investors above the interests of any other group of Investors;

to ensure fair, correct and transparent pricing and valuation systems are used for the Company;
to prevent undue costs being charge to the Company and the Investors.

38. Amendments of the articles of incorporation. Unless otherwise provided by the present Articles of Incorporation and as far as permitted by the Company Law, at any general meeting of the Shareholders convened in accordance with the law to amend the Articles of Incorporation or to resolve issues for which the law or the Articles of Incorporation refers to the conditions set forth for the amendment of the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half (1/2) of the capital being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the portion of the capital represented.

In both meetings, resolutions must be passed by at least two-thirds (2/3) of the votes of the capital present or represented. In accordance with the Articles of Incorporation and the Company Law, any amendment to the Articles of Incorporation by the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

39. Indemnification. As far as permitted by Luxembourg law, neither the General Partner, nor the AIFM or any investment manager, nor any of their Affiliates, shareholders, officers, directors, agents and representatives (collectively, the "Indemnified Parties") shall have any liability, responsibility or accountability in damages or otherwise to the Company or any Shareholder, and the Company agrees to indemnify, pay, protect and hold harmless each Indemnified Party from and against, any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, proceedings, costs, expenses and disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defense, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings instituted or threatened against the Indemnified Parties or the Company) and all costs of investigation in connection therewith which may be imposed on, incurred by, or asserted against the Indemnified Parties, the Company or in any way relating to or arising out of, or alleged to relate to or arise out of, any action or inaction on the part of the Company, on the part of the Indemnified Parties when acting on behalf of the Company or on the part of any agents when acting on behalf of the Company; provided that the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company shall be liable, responsible and accountable for and shall indemnify, pay, protect and hold harmless the Company from and against, and the Company shall not be liable to the General Partner for, any portion of such liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, proceedings, costs, expenses or disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defense, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings instituted or threatened against the Company and all costs of investigation in connection, therewith asserted against the Company) which result from the General Partner's fraud, gross negligence, willful misconduct or material breach of the Placement Memorandum and the Articles of Incorporation.

In any action, suit or proceeding against the Company, or any Indemnified Party relating to or arising, or alleged to relate to or arise, out of any such action or non-action, the Indemnified Parties shall have the right to jointly employ, at the expense of the Company, counsel of the Indemnified Parties' choice, which counsel shall be reasonably satisfactory to the Company, in such action, suit or proceeding. If joint counsel is so retained, an Indemnified Party may nonetheless employ separate counsel, but at such Indemnified Party's own expense.

If an Indemnified Party is determined to have committed a fraud, gross negligence or willful misconduct, it will then have to reimburse all the expenses paid by the Company on its behalf under the preceding paragraph.

Each Investor agrees to indemnify and hold harmless the Company and the General Partner from and against all losses, liabilities, actions, proceedings, claims, costs, charges, expenses or damages incurred or sustained by the Company or the General Partner due to or arising out of (a) a breach of, or any inaccuracy in, representations, declarations, warranties and covenants made by such Investor at the time of its acquisition of Ordinary Shares or (b) the disposition or transfer of its Ordinary Shares contrary to such representations, declarations, warranties and covenants, and (c) any action, suit or proceeding based upon (i) the claim said representations, declarations, warranties and covenants were inaccurate or misleading or otherwise cause for obtaining damages or redress from the Company or the General Partner under any laws, or (ii) the disposition or transfer of such Investor's Ordinary Shares or any part thereof.

40. Applicable law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Company Law and the SIF Law."

Estimate of costs

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 2,000.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with the notary, the present original deed.

Signé: J.-B. SIMBA, L. CHIAPPALONE, P. ACHUEGO et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 septembre 2014. LAC / 2014 / 40763. Reçu soixante quinze euros €75,-.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141306/1071.

(140160538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Aktiva-Fit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 12, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 190.136.

— STATUTEN

Im Jahre zwei tausend vierzehn.

Den fünften September.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1. - Die Aktiengesellschaft CTA S.A., mit Sitz in L-6776 Grevenmacher, 12, rue de Flaxweiler, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 39.123,

hier vertreten durch ihren Delegierten des Verwaltungsrates, Herrn Ferdinand STEFFEN, Geschäftsmann, wohnhaft in L-6776 Grevenmacher, 12, rue de Flaxweiler.

2. - Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung ETS SOPARFI S.ä r.l., mit Sitz in L-6776 Grevenmacher, 12, rue de Flaxweiler, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 157.562,

hier vertreten durch ihren alleinigen Geschäftsführer Herrn Jürgen STEINMETZ, Diplom-Ingenieur, wohnhaft in D-54518 Esch, In Altesch, 16.

Welche Komparentinnen, vertreten wie vorerwähnt, den handelnden Notar ersuchten die Satzungen einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

I. - Firma, Sitz, Zweck, Dauer und kapital

Art. 1. Es wird andurch eine Aktiengesellschaft gegründet.

Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „AKTIVA-FIT S.A.“.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Grevenmacher.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft sind jedwede Tätigkeiten im Rahmen des Betriebens eines Gesundheits- und Fitnesszentrums, sowie als Dienstleister einer Physiotherapeutischen Praxis. Ausgenommen sind jegliche physiotherapeutischen Tätigkeiten.

Die Gesellschaft ist des Weiteren ermächtigt alle Arten von industriellen, kommerziellen, finanziellen oder Immobilien-Transaktionen zu tätigen, welche mit dem Gesellschaftszweck verbunden werden können und der Entwicklung der Gesellschaft förderlich sind.

Art. 4. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt und beginnt am Tage der Gründung.

Eine vorzeitige Auflösung der Gesellschaft kann unter Beachtung der für Satzungsänderungen vorgesehenen gesetzlichen Bestimmungen, durch Beschluss einer außergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre respektive durch Beschluss des alleinigen Anteilhabers erfolgen.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EIN HUNDERT TAUSEND EURO (€ 100.000.-) und ist aufgeteilt in EIN HUNDERT (100) Aktien mit einem Nennwert von je EIN TAUSEND EURO (€ 1.000.-).

Die Aktien sind ausschließlich Namensaktien.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Im Falle einer Kapitalerhöhung werden die neuen Aktien mit denselben Rechten ausgestattet sein wie die bestehenden Aktien.

Im Falle eines Verkaufes seiner Aktien an einen Dritten oder an einen anderen Aktionär, muss der Aktionär dem Verwaltungsräte mittels Einschreibebrief seine Verkaufsabsicht, den Namen des Käufers, den vereinbarten Preis sowie die Bedingungen des Verkaufes mitteilen.

Der Verwaltungsräte gibt hiervon innerhalb von dreißig Tagen Mitteilung an die anderen Aktionäre.

Dieselben haben dann ein Vorkaufsrecht diese Aktien im Verhältnis zu ihrer Beteiligung im Gesellschaftskapital zu erwerben und dies zu dem angegebenen Preis und zu den angegebenen Bedingungen.

Die entsprechende Mitteilung muss schriftlich innerhalb von dreißig Tagen an den Verwaltungsräte erfolgen. Wenn einer oder mehrere Aktionäre keine Aktien erwerben wollen, so sind die restlichen Aktionäre berechtigt diese Aktien wiederum im Verhältnis der von ihnen gehaltenen Aktien zu erwerben.

Wenn ein kaufwilliger Aktionär mit dem verlangten Preis nicht einverstanden ist, ernennt jede der Parteien ihren Experten zwecks gemeinsamer Bestimmung des Wertes der Aktien auf Grund der drei letzten Bilanzen, sowie auf Grund der Zukunftsaussichten der Gesellschaft.

Sollten die beiden Experten keine Einigung finden, wird von ihnen ein dritter Experte mit der definitiven Bestimmung des Wertes der Aktien beauftragt.

Der von den Experten festgehaltene Wert der Aktien bindet die Parteien. Der Verkäufer kann sein Verkaufsangebot nicht mehr zurückziehen, jedoch kann der Ankäufer innerhalb von fünfzehn Tagen auf seinen Kauf verzichten.

Die Aktionäre welche beabsichtigen Aktien zu erwerben, müssen ihre Kaufabsicht dem Verwaltungsräte mitteilen innerhalb von dreißig Tagen, vom Erhalt des Berichtes der Experten angerechnet.

Aktien welche keine Abnehmer unter den bestehenden Aktionären finden, können innerhalb von dreißig Tagen an Dritte verkauft werden, jedoch zu dem anfangs angegebenen Preis, beziehungsweise zum Wert der von den Experten festgehalten worden ist.

Art. 6. Das Grundkapital kann durch Beschluss einer aulergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers erhöht oder herabgesetzt werden. Dieser Beschluss muss den für Satzungsänderungen vorgeschriebenen gesetzlichen Formen und Voraussetzungen genügen.

II.- Verwaltung und Aufsicht

Art. 7. Im Falle von mehreren Aktionären wird die Gesellschaft durch einen Verwaltungsräte von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen. Die Generalversammlung bezeichnet die Verwaltungsratsmitglieder und bestimmt deren Zahl. Die Verwaltungsratsmitglieder sind berechtigt die vorläufige Besetzung eines vakanten Sitzes im Verwaltungsräte vorzunehmen; die nächstfolgende Generalversammlung bestellt dann endgültig das neue Verwaltungsratsmitglied.

Im Falle eines alleinigen Anteilhabers oder für den Fall wo bei einer Generalversammlung der Aktionäre festgestellt wird dass nur ein einziger Anteilhaber alle Aktien hält, kann die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder auf ein Mitglied herabgesetzt werden, bis zur ersten ordentlichen Generalversammlung, nach der Feststellung dass die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat.

Die Verwaltungsratsmitglieder oder der alleinige Verwalter werden von der Generalversammlung der Aktionäre beziehungsweise durch den alleinigen Anteilhaber ernannt.

Die Amtsdauer des Verwaltungsrates oder des alleinigen Verwalters beträgt höchstens sechs (6) Jahre.

Das oder die Verwaltungsratsmitglieder sind wiederwählbar und jederzeit abrufbar.

Art. 8. Im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, bezeichnet der Verwaltungsräte aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsräte wird durch den Vorsitzenden oder im Falle dessen Verhinderung, durch zwei Mitglieder einberufen.

Die Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates ist bei Anwesenheit der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder gegeben. Die Vertretung ist nur zulässig unter Verwaltungsratsmitgliedern.

In Dringlichkeitsfällen sind die Verwaltungsratsmitglieder befugt, brieflich oder auch durch elektronische Übermittlung zur Tagesordnung abzustimmen.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, welche in einem Spezialregister eingetragen werden, und werden durch wenigstens ein Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle welche vor Gericht oder anderswo zur Verwendung kommen, werden von dem Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch den alleinigen Verwalter beglaubigt.

Art. 10. Der Verwaltungsräte respektive der alleinige Verwalter haben die weitestgehenden Befugnisse zur Geschäftsführung und treffen alle ihnen zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes notwendig erscheinenden Verfügungen und Verwaltungsmaßnahmen.

Ihre Zuständigkeit ist nur beschränkt durch die der Generalversammlung gemäss Gesetz und laut den gegenwärtigen Statuten vor-behaltene Beschlüsse.

Art. 11. Die tägliche Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft hinsichtlich dieser täglichen Geschäftsführung, kann Verwaltungsratsmitgliedern, Direktoren, Verwaltern oder anderen Angestellten ob Aktionäre oder nicht, vom Verwaltungsräte oder von dem alleinigen Verwalter übertragen werden, welche deren Befugnisse festlegt. Erfolgt

die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied, so bedarf es der vorherigen namhaften Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Das erste delegierte Verwaltungsratsmitglied darf anlässlich der Generalversammlung, welche auf die Gesellschaftsgründung folgt, ernannt werden.

Es steht dem Verwaltungsräte oder dem alleinigen Verwalter zu Spezialvollmachten für Rechtsgeschäfte zu erteilen zu denen sie selbst befugt sind.

Dritten gegenüber wird die Gesellschaft wie folgt verpflichtet:

- Im Falle eines alleinigen Verwalters unter allen Umständen durch seine alleinige Unterschrift.
- Im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern
- oder durch die alleinige Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes oder Verwalter, handelnd im Rahmen der täglichen Geschäftsführung, falls ein solcher genannt ist.

Spezialbevollmächtigte verpflichten die Gesellschaft Dritten gegenüber im Umfänge des ihnen erteilten Mandates.

Im Geschäftsverkehr mit öffentlichen Verwaltungen wird die Gesellschaft durch den alleinigen Verwalter respektive durch ein beliebiges Verwaltungsratsmitglied rechtsgültig vertreten.

Die Gesellschaft wird gerichtlich sei es als Klägerin oder Beklagte, durch den alleinigen Verwalter oder durch den Verwaltungsräte auf Be-treiben des Präsidenten oder des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes vertreten.

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, deren Zahl durch die Generalversammlung oder durch den alleinigen Anteilhaber, die ihre Ernennung vornimmt, festgelegt wird.

Auch Nicht-Gesellschafter können zu Kommissaren ernannt werden. Die Amtsdauer der Kommissare beträgt höchstens sechs Jahre. Sie können jedoch wiedergewählt werden und sind jederzeit abrufbar.

Die ihm zustehende Befugnisse ergeben sich aus Artikel 62 des Gesetzes vom 10. August 1915.

III.- Generalversammlung

Art. 13. Im Falle eines alleinigen Anteilhabers übernimmt dieser sämtliche Befugnisse die durch das Gesetz der Versammlung der Aktionäre verliehen sind. Seine Beschlüsse werden schriftlich festgehalten.

Im Falle von mehreren Aktionären vertritt jede rechtsgültige einberufene und zusammengesetzte Generalversammlung die Gesamtheit der Aktionäre; dieselbe ist weitgehendst befugt, sämtliche die Gesellschaft betreffenden Rechtshandlungen und Rechtsgeschäfte zu tätigen und gutzuheissen.

Art. 14. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am zweiten Mittwoch des Monats Juni um 11.30 Uhr statt am Sitz der Gesellschaft oder an dem in der Einberufung angegebenen Ort.

Sollte dieses Datum auf einen Feiertag fallen, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Jede einzelne Aktie gewährt eine Stimme. Im Falle von mehreren Aktionären, kann jeder Aktionär sich in der Generalversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen; soweit gesetzlich nichts anderes bestimmt ist, fasst die Generalversammlung ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Im Falle von mehreren Aktionären kann der Verwaltungsräte alle anderen, durch die Aktionäre zu vollbringenden Bedingungen, um an der Generalversammlung der Aktionäre teilzunehmen, bestimmen.

Eine außerordentliche Generalversammlung kann durch den Verwaltungsräte beziehungsweise durch den alleinigen Verwalter oder durch den oder die Kommissare einberufen werden. Auf schriftliche Anfrage der Aktionäre, welche zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals vertreten, muss sie einberufen werden.

Art. 15. Im Falle von mehreren Aktionären und falls sämtliche Aktionäre das Gesamtkapital vertreten, können Generalversammlungen auch ohne vorherige Einberufungen stattfinden.

IV. - Geschäftsjahr und Gewinnverteilung

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt alljährlich am ersten Januar und endigt am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 17. Fünf Prozent des Reingewinns fließen solange dem Reservefonds zu, bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Darüber hinaus verfügt die Generalversammlung über den Saldo nach Gutdünken.

Die etwa auszuschüttende Dividende gelangt an den, vom Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwalter zu bestimmenden Orten und Zeitpunkten zur Auszahlung.

Zwischendividenden können durch den Verwaltungsräte nach Malkjabe des Gesetzes (insb. des Artikels 72-2 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften) ausgeschüttet werden.

V. - Auflösung, Liquidation, Beglaubigung und kosten

Art. 18. Die Generalversammlung oder der alleinige Anteilhaber ist jederzeit befugt, die Auflösung der Gesellschaft zu beschließen. Bei Auflösung der Gesellschaft sei es durch Ablauf der Vertragsdauer oder auch vorzeitig werden Liquidatoren ernannt; zu Liquidatoren können sowohl physische Personen als auch Gesellschaften ernannt werden;

Deren Bestellung und die Festlegung ihrer Bezüge erfolgt durch die Generalversammlung oder durch den alleinigen Anteilhaber.

Art. 19. Im Übrigen, besonders hinsichtlich der durch die gegenwärtigen Satzungen nicht erfassten Bestimmungen, unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungsgesetzen, namentlich die Abänderung durch das Gesetz vom 25. August 2006.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt ausdrücklich, dass die durch Artikel 26 des Gesetzes vom zehnten August eintausendneunhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2014.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet im Jahre 2015 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklärten die Komparentinnen, vertreten wie vorerwähnt, die EIN HUNDERT (100) Aktien wie folgt zu zeichnen:

1. - Die Aktiengesellschaft CTA S.A., vorgeannt, fünfzig Aktien	50
2. - Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung ETS SOPARFI S.à r.l., vorgeannt, fünfzig Aktien	50
Total: EIN HUNDERT AKTIEN	100

Sämtliche Aktien wurden voll und in bar eingezahlt, demgemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über den Betrag von EIN HUNDERT TAUSEND EURO (€ 100.000.-), wie dies dem Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Erklärung

Die Komparentinnen, vertreten wie vorerwähnt, erklären seitens des unterfertigten Notars Kenntnis erhalten zu haben, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der nötigen Ermächtigungen ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Gründung Kosten

Die der Gesellschaft obliegenden Gründungskosten irgendwelcher Art werden abgeschätzt auf ungefähr ein tausend vier hundert Euro (€ 1.400.-).

Ausserordentliche Generalversammlung

Als dann treten die eingangs erwähnten Komparentinnen, vertreten wie vorerwähnt, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, zu einer auserordentlichen Generalversammlung zusammen, zu der sie sich als rechters berufen bekennen und fassten, nachdem sie die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hatten, einstimmig folgende Beschlüsse:

1. - Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei und die Zahl der Kommissare auf einen festgesetzt.
2. - Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden bestellt:
 - Herr Ferdinand STEFFEN, Geschäftsmann, geboren in Bitburg (Deutschland), am 7. April 1957, wohnhaft in L-6776 Grevenmacher, 12, rue de Flaxweiler.
 - Herr Jürgen STEINMETZ, Diplom-Ingenieur, geboren in Bleckhausen (Deutschland), am 10. Januar 1947, wohnhaft in D-54518 Esch, In Altesch,16.
 - Frau Nadine PROVOST, Diplom-Wirtschaftswissenschaftlerin, geboren in Bitburg (Deutschland), am 28. Juni 1981, wohnhaft in D-54662 Beilingen, Buchenweg, 6.
3. - Zum Kommissar wird bestellt:
 - Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung SOFINTER GESTION S.à r.l., mit Sitz in L-1911 Luxemburg, 9, rue du Laboratoire, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 106.316.
4. - Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2019.

5. - Die Generalversammlung beschließt Frau Nadine PROVOST, vorgeannt, zur Delegierten des Verwaltungsrates zu ernennen, ihr Mandat endend bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des 9 Jahres 2019, mit der Befugnis die Gesellschaft im Rahmen der tagtäglichen Geschäftsführung zu verpflichten und die Gesellschaft gegenüber Dritten im Rahmen dieser tagtäglichen Geschäftsführung durch ihre Einzelunterschrift rechtsgültig zu vertreten

6.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6776 Grevenmacher, 12, rue de Flaxweiler.

WORUBER URKUNDE Aufgenommen in Echternach, in der Amtsstube des amtierenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Signé: F. STEFFEN, J. STEINMETZ, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 08 septembre 2014. Relation: ECH/2014/1634. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FUR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 15. September 2014.

Référence de publication: 2014143219/219.

(140163198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Aca Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1713 Luxembourg, 198, rue de Hamm.

R.C.S. Luxembourg B 190.150.

STATUTS

L'an deux mil quatorze, le troisième jour du mois de septembre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Rafaël AGUILERA, employé privé, né le 19 mars 1975 à Vilvoorde (Belgique), demeurant à L-1713 Luxembourg, 198, rue de Hamm.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme, sous la dénomination de «ACA Invest» (la «Société»).

La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société.

La Société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'associé unique.

Art. 2. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans les limites de la Ville de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société ou par une décision de l'administrateur unique, selon le cas.

Au cas où le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société, selon le cas, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareilles mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet l'achat, la vente, l'importation, l'exportation, l'acquisition et la livraison de tous véhicules automobiles de collection.

La Société pourra exercer des activités de conseil aux entreprises et de négoce.

Elle pourra participer, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toute opération pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements.

La Société peut en outre accomplir toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet ou de nature à en favoriser la réalisation.

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à trente-et-un mille euros (31.000.-) représenté par trente-et-une (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Sous réserve que le capital social soit entièrement libéré, chaque actionnaire peut demander la conversion de ses actions nominatives en actions au porteur.

Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration ou l'administrateur unique, selon le cas. Ce dépositaire maintient un registre des actions au porteur.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. Si la Société est constituée par un associé unique ou si, à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est établi que la Société a un associé unique, la Société peut être administrée par un administrateur, appelé «administrateur unique», jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place. L'administrateur unique ou, le cas échéant, les administrateurs est(seront) élu(s) pour un terme ne pouvant pas excéder six ans et il(s) sera(seront) rééligibles.

Toute référence dans les statuts au conseil d'administration sera une référence à l'administrateur unique (lorsque la Société a un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Le(s) administrateur(s) sera(ont) élu(s) par l'assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'assemblée générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 7. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique, selon le cas, est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique, selon le cas.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les résolutions prises par l'administrateur unique auront la même autorité que les résolutions prises par le conseil d'administration et seront constatées par des procès-verbaux qui sont signés par l'administrateur unique et dont les copies ou extraits pourront être produits en justice ou autrement.

Le premier président sera désigné par l'assemblée générale.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer, avec l'accord préalable de l'assemblée des actionnaires, ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que la représentation de la Société dans cette gestion et ces affaires, à un des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut en outre conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière ou, le cas échéant, par la signature de l'administrateur

unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration ou l'administrateur unique, selon le cas.

Art. 11. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaire(s), actionnaire(s) ou non, nommé(s) pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligible(s) et toujours révocable(s).

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 13. Pour le cas où il y aurait qu'un seul actionnaire (l'associé unique), celui-ci exercera tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la Loi de 1915.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique, selon le cas, est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit chaque année le 25 avril à 19 heures au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. Les dispositions de la Loi de 1915 seront applicables partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié déclare souscrire les trente-et-une (31) actions.

Toutes les actions ont été libérées d'un quart par des versements en espèces de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante euros (EUR 7.750.-) se trouve maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille cent euros (EUR 1.100.-).

Résolutions de l'associé unique

Le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires à un (1).
2. Est appelé aux fonctions d'administrateur unique:

Monsieur Rafaël AGUILERA, prénommé

3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

SOAK Trust S.A., une société anonyme ayant son siège social à 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 72.901.

4. Les mandats des administrateur et commissaire aux comptes seront de six (6) années et prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

5. Le siège social est fixé à l'adresse suivante:

L-1713 Luxembourg, 198, rue de Hamm.

Le notaire instrumentant a rendu le comparant attentif au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Rafaël Aguilera, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 5 septembre 2014. LAC / 2014 / 41483. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143203/159.

(140163471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Corestate SAND Holdco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 187.576.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143304/10.

(140162805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

D-R Luxembourg Holding 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 147.207.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 juin 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette.

Référence de publication: 2014143343/11.

(140162955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

qip home, Société Anonyme.

Siège social: L-5368 Schuttrange, 25, rue de Neuhäusgen.

R.C.S. Luxembourg B 166.181.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zwei tausend vierzehn, den fünften September.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitz in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN

Frau Viviane BUMB, Betriebsökonomin, wohnhaft in L-5368 Schuttrange, 25, rue de Neuhäusgen.

Welche Komparentin hier vertreten ist durch Herrn Louis FELICETTI, Angestellter, beruflich ansässig in L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 27. August 2014,

welche Vollmacht, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch den Bevollmächtigten der Komparentin und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, den instrumentierenden Notar ersuchte ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I. - Dass die Komparentin die alleinige Aktionärin der Aktiengesellschaft „qip home" ist, mit Sitz in L-5368 Schuttrange, 25, rue de Neuhäusgen, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 166.181 (NIN 2012 2200 192).

II. - Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitze in Niederanven, am 6. Januar 2012, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 503 vom 25. Februar 2012. III. - Dass das Gesellschaftskapital sich auf einunddreissig tausend Euro (€ 31.000.-) beläuft, eingeteilt in ein hundert (100) Aktien mit einem Nennwert von je drei hundert zehn Euro (€ 310.-), eingezahlt zu vierundsechzig Komma einundfünfzig Prozent (64,51%).

IV. - Dass die Aktiengesellschaft „qip home“ in keinen Rechtsstreit verwickelt ist.

V. - Dass die Aktien weder verpfändet noch durch Dritte belastet sind, noch Dritte irgendwelche Rechte darauf geltend machen können.

VI. - Dass die Gesellschaft nicht im Besitz von Immobilien und/oder Immobilienanteilen ist.

Nach den vorstehenden Bemerkungen erklärt die Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, die Aktiengesellschaft „qip home“ aufzulösen.

Infolge dieser Auflösung erklärt die alleinige Aktionärin, handelnd soweit als notwendig als Liquidatorin der Gesellschaft:

- dass alle Aktiva realisiert und alle Passiva der Aktiengesellschaft „qip home“ beglichen wurden, und dass sie persönlich für sämtliche Verbindlichkeiten, sofern noch vorhanden, der aufgelösten Gesellschaft haftet sowie für die Kosten der gegenwärtigen Urkunde;

- dass die Liquidation der Gesellschaft somit vollendet ist; demnach ist die Liquidation der Gesellschaft als abgeschlossen anzusehen;

- dass der alleinigen Verwalterin sowie dem Kommissar der Gesellschaft für die Ausübung ihrer Mandate bis zum heutigen Tage volle Entlastung erteilt wird;

- dass die Bücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während fünf (5) Jahren an folgender Adresse aufbewahrt werden: L-1470 Luxemburg, 7, route d'Esch.

WORUBER URKUNDE Aufgenommen in Echternach. Am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung hat der Bevollmächtigte der Komparentin, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: L. FELICETTI, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 08 septembre 2014. Relation: ECH/2014/1635. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 15. September 2014.

Référence de publication: 2014143176/51.

(140163199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Dibelux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3340 Huncherange, 65, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 184.310.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 08 septembre 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2014143350/11.

(140163220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

JML Ingénieur Concept SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op der Schmétt.

R.C.S. Luxembourg B 80.329.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143516/10.

(140163067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.
